

**INTERVENTION DG**  
**PJL SECURITE INTERIEURE**  
le mardi 9 février, à partir de 16h

Mes chers collègues, je fais partie de ceux qui n'opposent pas sécurité et liberté. De ceux qui croient qu'il n'y a qu'un juste accommodement entre ces deux valeurs fondamentales qui permette de les garantir chacune. Et il n'y a guère plus qu'à la gauche de cet hémicycle que l'on fait encore un enjeu idéologique de ce qui devrait, pour nous tous, être une évidence même.

Le projet de loi dont nous débattons aujourd'hui parvient à ce juste accommodement. Je pense notamment à ceux de ses articles qui encadrent la vidéoprotection, sur lesquels nous serons bientôt appelés à nous prononcer. Favoriser, dans des mesures raisonnables, le développement des caméras sur notre territoire, tout en renforçant les garanties prévues pour préserver la vie privée des personnes, c'est, sur ce point, ce que permet ce texte.

Et c'est, au fond, exactement ce que veulent nos concitoyens. Je le vois dans ma ville de Reims, où les habitants de certains quartiers, excédés par les incivilités et les déprédations, ne comprennent pas pourquoi la mairie continue de leur refuser la vidéoprotection qu'ils demandent légitimement et qui a fait ses preuves en centre-ville.

Grâce au plan de triplement des caméras sur le territoire et grâce aux avancées ouvertes par le projet qui nous est soumis, la vidéoprotection sera vraiment mise au service de nos concitoyens. C'est un progrès pour la dissuasion, parce que les petits délinquants les plus futés sauront qu'il y a des caméras, et y réfléchiront à deux fois avant de faire un « mauvais coup » ; c'est aussi un progrès pour la répression, parce

que de nombreuses infractions qui restaient auparavant impunies auront été filmées, et leurs auteurs avec. La vidéoprotection est en cela un précieux auxiliaire des forces de l'ordre: il y a quelques mois de cela, à Reims, les caméras ont encore permis à la police d'appréhender plusieurs voyous qui venaient de commettre une agression.

Voilà ce que les Français attendent de nous ; voilà pourquoi je dirai « oui » à ce texte ; voilà pourquoi la gauche, en ne le votant pas pour des raisons idéologiques, continue se tenir à l'écart des préoccupations des Français.